Volcan islandais : les compagnies aériennes demandent 51 M€ à l'Etat

05/09/2010 à 11h00

Plus de quatre mois après la pagaille provoquée dans le ciel européen par l'éruption du volcan islandais Eyjafjöll, les compagnies aériennes françaises n'entendent pas payer seules la facture. Elles attendent un coup de pouce financier de la part du gouvernement.



C'est le sens de la lettre adressée le 3 août à Jean-Louis Borloo, le ministre de l' écologie, par la Fédération nationale de l'aviation marchande (Fnam), qui regroupe les principaux acteurs du secteur : Air France KLM, XL Airways, Aigle Azur, Brit Air… Les compagnies françaises chiffrent au total à 200 M€ la perte liée aux perturbations de trafic.

> *Sur ces 200 M€, la Fnam réclame le remboursement de certains coûts spécifiques, comme les 32 vols tests effectués pour mesurer l'impact du nuage et les 152 vols à vide mis à*

> ***disposition pour rapatrier les Français bloqués à l'étranger. Selon leurs calculs, la note s'élève exactement à 51,065 M€.***

Les négociations traînent

« *Un geste d'accompagnement volontariste, à destination d'un secteur confronté à une situation économique très difficile depuis deux ans, serait apprécié* », confie Jean-Pierre Le Goff, délégué général de la Fnam.

Les compagnies estiment leur demande d'autant plus légitime qu'elles considèrent avoir joué le jeu en ramenant au plus vite en France les compatriotes coincés à l'étranger. Mais aussi en trouvant un rapide accord avec les voyagistes et les associations de consommateurs, qui a permis de déminer l'épineux dossier des indemnisations des passagers.

« *On a sauvé la mise des politiques au moment où la polémique enflait autour du manque de coordination entre les États européens. Sans nous, la gestion de la crise aurait été désastreuse* », explique-t-on chez l'une des principales compagnies. Les négociations traînent depuis des semaines, de multiples réunions ont été organisées sur le sujet depuis avril.

Selon le cabinet de Dominique Bussereau, le secrétaire d'État aux Transports, « *une réponse sera apportée la semaine prochaine* ». Sera-t-elle conforme aux exigences des professionnels ? Pas sûr. Une source proche du dossier croit savoir qu'un « *arrangement sera trouvé, mais pas à la hauteur des espérances des compagnies* ».

Le Parisien